

Contre l'austérité, pour les droits des femmes, marchons le 9 juin

Après la réussite de la mobilisation du 5 mai, la Marche des femmes contre l'austérité le 9 juin doit constituer une nouvelle étape d'un processus de rassemblement pour une politique alternative à gauche.

Cette initiative, proposée initialement par le Front de gauche féministe, a rapidement réussi à rassembler bien au-delà des rangs du Front de gauche. Un Appel, intitulé « Femmes debout contre l'austérité : nous refusons de trinquer ! » a été lancé avec les premières signatures de 160 militantes politiques, syndicales, associatives et féministes, et continue d'être signé massivement¹ (y compris par des hommes !).

Si les politiques d'austérité constituent une attaque contre l'ensemble du salariat, les femmes sont en effet les premières à pâtir des politiques d'austérité : elles sont les plus touchées par le chômage ; elles sont les plus nombreuses



à occuper les emplois à bas salaires, précaires et surtout à temps partiel, et sont donc majoritaires parmi les salariées pauvres ; elles sont les premières victimes de la remise en cause de services publics, à la fois comme salariées et comme principales usagères, qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, du logement social, de l'accueil de la petite enfance, mais aussi des structures de lutte contre les violences ; elles seront en première ligne face à l'aggravation sans précédent de la flexibilité du travail que programme l'Accord national interprofessionnel (ANI) entériné par l'Assemblée ; et comme en 2010, elles seraient les premières touchées par une nouvelle contre-réforme des retraites qui augmenterait la durée de cotisation, telle que la prévoit le gouvernement Hollande-Ayrault.

Mais leurs combats dessinent aussi une alternative à cette politique. Partout dans le pays, dans tous les secteurs d'activité, des luttes contre cette politique sont menées par des femmes, souvent ignorées par les médias : salariées des services d'aide à la personne ; salariées des 3 Suisses avec les Licenciées ; des écoles ; du nettoyage ; des centres commerciaux... Ce sont des luttes pour refuser une remise en cause du contrat de travail avec précarisation ou intensification accrue du travail, ou augmentation des horaires ; parfois pour exiger

des augmentations de salaires ; souvent pour défendre l'emploi et refuser des licenciements ; et dans certains cas, comme ce fut le cas en mai aux Galeries Lafayette, contre le sexisme patronal. Ce que ces luttes affirment, ce que la Marche du 9 juin, ainsi que toutes les initiatives locales qui la précéderont, affirmera, c'est la possibilité et la nécessité d'une autre politique, tout de suite : d'une loi d'interdiction des licenciements boursiers et d'une vraie sécurisation de l'emploi ; d'une augmentation significative des bas salaires et du Smic ; d'une interdiction du temps partiel imposé et d'une vraie réduction du temps de travail ; d'une défense et d'une extension de tous les services publics ; d'une vraie retraite à 60 ans à taux plein.

Nous marcherons le 9 juin pour l'affirmer haut et fort !

1. Pour signer cet appel :

<http://www.femmescontreausterite.com/>

SOMMAIRE

n° 5 | 1^{er} juin 2013

p.2 5 mai - 16 juin, le Front de gauche artisan d'une alternative à l'austérité

p.3 Nous nous réjouissons des Assises

p.4 Le climat changerait dans l'UE ?

p.5 Dossier

Actuelle et concrète, la question du communisme

p.6 Que faire de l'État ?

p.7 Communisme et autogestion

p.8 15 juin, commençons le débat pour notre rassemblement

p.9 À propos de l'écosocialisme

Un débat à mener

p.10 Écosocialisme, un terme nécessaire

p.11 NDL, nous sommes toujours là et nous reviendrons

p.12 Non au Grand Marché transatlantique



Du 5 MAI AU 16 JUIN, le Front de gauche artisan d'une alternative à l'austérité

Après une première année marquée par de nombreux cadeaux aux patrons et par la casse du code du travail, avec l'ANI, François Hollande passe à l'offensive ! Une fois de plus, ce sont les salariés qui en pâtiront avec la une nouvelle contre-réforme des retraites, entre autres.

Le Front de gauche a réussi à remettre la gauche dans la rue le 5 mai, l'alternative doit maintenant être dessinée le plus largement possible, avec toutes celles et tous ceux qui veulent en changement de gauche. Cette démarche démarrera avec les Assises du 16 juin.

La deuxième année du quinquennat de François Hollande est maintenant commencée et se veut une année « d'offensive » selon les propos du chef de l'État. Il n'est plus question, comme il le laissait entendre il y a quelques mois, de prévoir deux années de redressement et de rigueur avant de redistribuer les richesses produites. C'est une véritable fuite en avant dans la mise en œuvre d'une politique favorable au patronat qui se décline sous les exigences de la compétitivité, de la réduction des dépenses publiques et des réformes structurelles exigées par la Commission européenne et les milieux financiers.

De nouvelles attaques contre les retraites

La prochaine Conférence sociale organisée par le gouvernement Ayrault avec les organisations syndicales et patronales les 20 et 21 juin aura à son ordre du jour les réformes que le gouvernement souhaite imposer d'ici la fin de l'année, avant une séquence électorale en 2014 marquée par les élections municipales et européennes. Trois dossiers majeurs sont d'ores et déjà annoncés : réforme de l'indemnisation des chômeurs, retraite et protection sociale, formation professionnelle. En arrière-plan de ce « dialogue social », la concurrence entre candidats pour la présidence du Medef,



qui doit aboutir début juillet 2013, est propice à la surenchère et ne fait aucun doute sur la volonté du patronat de pousser au maximum la destruction des droits collectifs : remise en cause des 35 heures, « acte 2 de la réforme du marché du travail », cogestion du budget de l'État par le Medef et le gouvernement, mise en œuvre de réforme du marché du travail de type Harz IV sur le modèle de ce que Gérard Schröder avait mis en œuvre en Allemagne...

Déception et colère

Dans cette situation, alors que l'économie française est entrée officiellement en récession, la spirale « crise – austérité – récession » est la voie suivie par le gouvernement accroît la précarité et

la désagrégation sociale. Beaucoup de déception, de colère et d'indignation s'expriment aujourd'hui dans les classes populaires. Même si les mobilisations restent dispersées, le fait qu'une telle politique ne permet pas au pays de sortir de la crise est un sentiment largement partagé et qu'il y a urgence à construire une autre perspective. Malgré les débats qui traversent le mouvement syndical sur le positionnement par rapport aux réformes du gouvernement, qui se sont traduits dans le faible impact des manifestations du 1^{er} Mai, il est décisif de mettre un coup d'arrêt à l'application des politiques d'austérité et de casse des droits sociaux. Les mobilisations sur les prochaines réformes sociales annoncées pour l'automne 2013 constitueront de

ce point de vue un moment crucial de la construction du rapport de forces.

Proposer une alternative

La bataille contre le patronat et la finance se joue aussi sur la possibilité et la crédibilité d'autres solutions. Il faut desserrer l'étouffement de l'austérité qui étouffe les peuples et ouvrir de nouveaux horizons. C'est la responsabilité du Front de gauche qui veut contribuer à faire émerger une alternative à gauche aux logiques libérales en étant un outil au service de la mobilisation populaire. Pour construire une alternative, le Front de gauche cherche depuis sa création, à rassembler « dans la rue et dans les urnes ». C'est ce qu'il fait en portant des propositions politiques de rupture dans les échéances électorales et en initiant de larges mobilisations unitaires qui renforcent la confiance de notre camp dans ses propres forces. La marche du 5 mai pour la VI^e République et contre l'austérité et la finance a été un succès important qui témoigne de la disponibilité et de l'énergie qui existe

au sein des classes populaires et des forces de gauche pour construire une alternative à la politique du gouvernement. La proposition du Front de Gauche d'Assises « pour changer de cap en France et en Europe », prévue le dimanche 16 juin à Montreuil, associant forces de gauche, organisations syndicales et associatives et les citoyens est une première étape pour rassembler tous ceux qui ne se résignent pas et qui cherchent une alternative à l'austérité. Le dialogue engagé entre le Front de gauche, Europe Écologie les Verts, le courant Gauche Avenir proche du Parti socialiste, Attac, Solidaires, des syndicalistes de la FSU, de la CGT, des militantEs SOS racisme et de plusieurs associations n'en est qu'à ses débuts. Il est décisif de le développer dans les prochains mois à l'échelle locale comme à l'échelle nationale pour approfondir et enraciner une première initiative prometteuse. Caisse salariale alimentée par des cotisations d'employeurs, responsables collectivement (comme classe sociale), des dégâts qu'ils font subir à la société et aux êtres humains.

Nous nous réjouissons des Assises du 16 juin

Notre regroupement cherchera à faire de ces Assises le plus large succès possible : qui agit pour que le Front de gauche soit une force qui amène de véritables transformations sociales et écologiques, et donc des mobilisations, des débats politiques et des propositions.

Extrait du texte.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique, enclencher un processus qui nous permette de changer de cap ! Sans cela, l'accroissement continu du chômage et la désespérance sociale risquent d'ouvrir la voie à une droite revancharde et à l'extrême droite.

Mais l'avenir n'est pas joué. Des résistances s'organisent et s'activent, des idées bouillonnent, des alternatives se construisent ; il s'agit de renforcer ces mobilisations sociales, politiques et idéologiques. Il est temps de s'appuyer sur ces mouvements profonds de la société pour ouvrir des espaces de débat et engager de nouvelles dynamiques majoritaires porteuses d'espoir et d'alternative.

Nous appelons tous ceux et celles qui se retrouvent dans ce constat et ce projet, militantEs politiques de gauche, syndicaux et associatifs, intellectuels, artistes, hommes et femmes qui le souhaitent, dans le respect de leur diversité, organisations, à se retrouver pour changer les rapports de force, imposer et mettre en œuvre une autre politique, élaborer et porter ensemble des propositions pour la transition vers un nouveau modèle de société écologique, social, féministe et démocratique.

Nous appelons à une première étape nationale de ce processus à l'occasion d'Assises qui se tiendront le dimanche 16 juin 2013 à Montreuil.

Chômeurs/ses et Précaires, en marche sur Paris du 15 juin au 6 juillet

Les associations de chômeurs et précaires (MNCP, APEIS, AC !, DAL) et des syndicats FSU (dont SNU Pôle emploi) et Solidaires (dont Sud emploi) sont engagés dans la préparation d'une mobilisation nationale.

Celle-ci se déroulera du 15 juin, pour un premier départ, au 6 juillet pour l'arrivée à Paris. D'autres départs échelonnés, en fonction des régions et des dates, seront fixés en lien avec les associations et syndicats sur le plan local.

Des contacts sont en cours pour élargir la participation et les soutiens. Associations et syndicats ont mis en place un groupe de travail permanent.

A gauche, souvent aussi à gauche de la gauche, la précarisation et chômage de masse sont sous-estimés : ils sont pourtant la conséquence la plus dramatique des politiques néo-libérales dans les quartiers populaires comme au détriment des femmes.

Ils pèsent très lourdement sur la combattivité sociale.

Le soutien et la participation aux marches des chômeurs/ses et précaires est donc un enjeu majeur des semaines à venir.

JEAN-JACQUES BOISLAROUSSIE (LES ALTERNATIFS)

Enseignement supérieur et recherche, la mobilisation massive, quand ?

Pour mettre fin à la régression de l'enseignement supérieur, il faut supprimer la loi LRU et le Pacte de recherche de la précédente majorité de droite. Mais la loi Fioraso maintient, au contraire, les mêmes choix ; avec même un cabinet ministériel composé de beaucoup des serviteurs du précédent. Pour la bourgeoisie, il faut réduire les possibilités de culture et de recherche qui ne soit pas d'abord soumises à la marchandisation.

L'unité intersyndicale qui s'est faite pour la journée de grève du 22 mai prépare la suite. Elle s'étend chez les étudiants.

PIERRE COURS SALIES (FASE)

Novembre en mai, l'automne des politiques d'austérité?

Le climat changerait dans l'Union européenne?

Malgré les politiques d'austérité mises en œuvre en Europe, la crise dans l'Union européenne s'approfondit, montrant par là même leur inefficacité.

Pourtant la Troïka persévère dans la politique libérale et après les vieilles recettes de baisse des dépenses publiques, voici venu le temps de la réduction du « coût du travail ».

L'Union européenne se trouve à la croisée des chemins. Ce cliché prend une réalité inédite dans le contexte actuel. Les politiques d'austérité font la démonstration, dans tous les pays de la zone, de leur inefficacité pour lutter contre les déficits publics et l'endettement. Elles démontrent, dans le même mouvement, leurs responsabilités dans la profondeur de la récession. Chypre en est le dernier exemple. Pour éviter la faillite des banques, la Troïka – la commission européenne, la BCE et le FMI – ont exigé du gouvernement de droite nouvellement élu une politique d'austérité drastique dont le résultat attendu sera une profonde récession dès cette année 2013, de plus de 10% suivant certaines estimations. Avec son cortège habituel de croissance des inégalités, de pauvreté...

La Commission européenne, farouche gardienne de l'équilibre budgétaire, a donné au gouvernement français un délai supplémentaire pour arriver aux 3% de déficits publics par rapport au PIB – indicateur de la création de richesses – promis par François Hollande dès cette année. Angela Merkel a mis un peu de vin dans son eau austère pour permettre aux pays de l'UE de respirer sous une tente à oxygène. Le gouvernement grec a obtenu des délais pour réaliser son programme de baisse des dépenses publiques.

La Troïka est en train d'éclater. Le FMI se demande quelle place peut avoir la BCE dans le dispositif global d'aides aux pays et la Commission européenne

met en cause le sectarisme du FMI qui prête aux pays de la zone euro plus qu'il n'a jamais prêté aux pays émergents ou du tiers-monde, et le FMI accuse les deux autres de faire de la surenchère dans la rigueur. Olivier Blanchard, l'économiste en chef du FMI, a même reconnu des erreurs de calcul dans les conséquences négatives d'une politique d'austérité...

Récession généralisée

Le contexte actuel explique ce changement climatique. La récession sévit dans tous les pays européens, ceux de la zone euro surtout, résultat à la fois des conséquences de la crise et des politiques pro-cycliques suivies par tous les gouvernements. Les répercussions sur l'économie allemande sont déjà visible. Elle dépend, pour ses exportations, des autres pays de la zone. L'intégration commerciale – on l'oublie trop souvent – est une réalité. L'Allemagne connaîtra logiquement, à son tour la « croissance négative » – pour parler comme la future ministre Christine Lagarde. La baisse de la masse salariale des travailleurs allemands est toujours une réalité malgré la victoire de l'IG Metall qui a réussi à imposer une hausse de 4% des salaires directs au patronat de la métallurgie.

Même si mai se donne des airs de novembre et le printemps des allures d'automne, il ne s'agit que du ressenti. Les politiques d'austérité se poursuivent pour l'essentiel. Le seul changement véritable tient dans la compréhension des effets des politiques d'austérité. Tout le monde sait que le chômage ne peut qu'augmenter comme les défaillances d'entreprises – les dernières statistiques publiées l'indiquent pour la France –, la récession s'approfondit et se transforme en dépression. L'économie française a connu cinq trimestres successifs de croissance zéro et deux trimestres de baisse de la croissance, définition légale de la récession.



Pour le moment, les marchés financiers échappent – échappaient ? la Bourse de Tokyo a baissé brutalement mercredi 22 mai 2013, signe avant-coureur d'une baisse généralisée ? – à la morosité ambiante. Le risque d'une réplique de la crise financière est tellement prégnant que la BCE vient de faire savoir qu'elle était prête à baisser ses taux une nouvelle fois – elle est passée récemment de 1 à 0,5% – pour arriver à des taux négatifs. Les grandes banques de la zone euro pourraient faire massivement faillite.

Perte de légitimité

La crise climatique européenne montre l'impossibilité physique de poursuivre dans la voie stricte de la politique de baisse des dépenses publiques. Il semble que l'orientation qui se dessine serait de s'attaquer prioritairement au coût du travail en baissant drastiquement le salaire indirect, redistribué et les dépenses sociales quitte à laisser filer les dépenses propres des États.

Dans le même temps, ce changement de climat révèle la perte de légitimité de l'idéologie libérale et l'absence d'idéologie nouvelle permettant de justifier de politiques économiques tournant le dos à l'austérité. Le capitalisme libéral est mort vivant et refuse de laisser la place...

NICOLAS BÉNIÈS (GAUCHE UNITAIRE)

Actuelle ET concrète: LA question DU communisme

Les Communistes unitaires ont lancé à Paris, Aubagne, Montluçon et Lorient un « séminaire Communisme ». Voici pourquoi.*

L'actualité politique nous alerte. De multiples luttes soutiennent des valeurs alternatives, mais, séparées les unes des autres et privées de portée globale, elles ne font pas le poids devant la déferlante libérale. Au mieux, chacun cherche « son » alternative, bien loin d'une l'alternative globale au capitalisme. Le scepticisme voire le ressentiment à l'égard de la politique telle qu'elle existe – impuissante face aux crises immenses – et la désillusion devant l'alternance sans changement sont immenses. Cela ouvre la porte au désespoir, à des replis qui facilitent le détournement de la colère pour des lendemains de haine et de chaos. Enfin, dans bien des espaces militants, un dangereux sentiment d'usure s'exprime.

Le potentiel transformateur d'un rassemblement est dans sa capacité à faire vivre une autre conception de la société et des rapports sociaux, un prisme qui oriente l'action immédiate. Les bons programmes, les bonnes propositions ne font pas un projet dans lequel chacun puisse se projeter et tous se retrouver ; ils ont tellement été épuisés par les promesses non tenues, dans une démocratie représentative à bout de souffle !

Nous savons que les tentatives historiques d'émanciper le genre humain se sont soldées par des échecs retentissants au xx^e siècle. Mais cela doit-il signifier l'abandon de toute

ambition émancipatrice ? Aujourd'hui, ce n'est pas sur le manque de protestation que le mouvement populaire vient s'échouer, c'est sur la question peut-on vraiment faire autre chose et autrement ? Ainsi, un sondage récent montrait que pour 54% des interrogés le capitalisme est un mauvais système, inamendable, mais qu'il n'y en a pas d'autre possible. Rarement le capitalisme n'a autant été mis en cause... sans que lui soit opposée une perspective postcapitaliste.

Nous ne sommes plus à l'époque où le capitalisme ancré dans l'industrie pouvait lâcher du lest face aux luttes sans se mettre en cause. L'élévation du niveau culturel du plus grand nombre, le renouvellement incessant des machines provoqué par le mouvement des connaissances rendent le travail et la société davantage tributaires de lourds investissements. L'extension du salariat et les exigences nouvelles d'autonomie des travailleurs modifient les conditions de la production. Les exigences démocratiques, écologiques, anthropologiques et éthiques transforment tous les champs de la vie en société et interrogent les finalités des activités productives au sens large. Tout cela aiguise les contradictions du système capitaliste : il a perdu ses marges d'adaptation antérieures et ses défenseurs ne proposent plus rien. Certains ont préféré abandonner le nom communisme, entaché par le « socialisme



réel» des pays de l'Est et les crimes commis en son nom. Existente alors le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, la tendance à rabougir l'ambition et finalement la possibilité de renoncer à la radicalité nécessaire, dans un monde où l'entre-deux n'est plus possible. À notre sens, les drames du xx^e siècle ne sont pas dus à la volonté d'envisager globalement la transformation de la société, mais à une conception d'une révolution faite au nom du peuple par un appareil politique d'avant-garde (synonyme de dépossession des citoyens), à une croyance dans des transformations soudaines et d'en haut (alors qu'il faut penser à la fois un processus et des ruptures, dans la société) et au désintérêt pour les enjeux immédiats d'émancipation...

Avec le séminaire Communisme qu'elle a initié, l'Association des Communistes unitaires propose de réinventer le communisme. Il ne vise pas (seulement) un avenir lointain et n'abandonne pas les urgences. Nous cherchons à contribuer à affronter les défis d'aujourd'hui : ceux de l'autogestion et du pouvoir du peuple, ceux de l'égalité et de l'émancipation, ceux de l'épuisement de la planète et de la sauvegarde de l'espèce humaine, ceux qui associent toutes les solidarités au respect de l'individualité de chacun.

Parmi les thèmes majeurs du séminaire Communisme : le pouvoir et l'État. Commencé le 30 mars avec la question « *Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ?* », il s'est poursuivi le 1^{er} juin autour de trois enjeux : « *De quoi parle-t-on quand on parle de l'État ?* », « *L'État (n')est-il (qu') un instrument de domination ?* » et « *Que signifie faire dépérir l'État ?* » Globalement, les participants partagent les références à Marx concernant la dissociation entre État et société civile, et convergent sur le nécessaire combat contre la délégation de pouvoir. Mais des approches différentes se font jour – dont voici un aperçu partiel. Le débat continuera au second semestre.

Une approche considère que si l'État tient compte du rapport de forces, le fait qu'il absorbe les politiques publiques les dénature. Il n'y aurait d'institué qu'étatique. La Sécu est un organisme théoriquement paritaire et s'il fonctionnait comme prévu, celui-ci n'aurait que faire de l'État. L'institué est une décision collective et ne se confond pas obligatoirement avec l'État. L'étatisation est une manière d'éloigner le public des responsabilités du devenir commun et de le maintenir dans un rapport d'assujettis. Le bilan du soviétisme nous le rappelle. Engels, puis des historiens associent l'apparition de l'État à celle de la propriété et des classes sociales.

Une grande part du rôle de l' élu pourrait se déverser dans l'exercice de la citoyenneté. Le mandat ne serait plus fixé sur plusieurs années. C'est aux citoyens rassemblés, en mouvement, qu'il reviendrait de le définir devant chaque problème, afin qu'il soit continuellement actuel et précisé et ce, pour une mission bien délimitée. Engels se réfère au concept de communauté ; Marx applaudit au fait que la Commune de Paris n'ait pas tenté de s'approprier l'appareil d'État antérieur. Le rôle des organisations n'est plus alors de se substituer aux intéressés en parlant à leur place mais devient de rendre possible l'exercice jusque-là réservé à l'État. Cela ne veut pas dire que tout le monde serait mobilisé tous les jours sur chaque question. Il ne s'agit pas de rêver à UN citoyen omniscient mais de penser auX divers

Comme l'énonce la note d'intention du séminaire, si la transformation révolutionnaire de la société ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient alors que ses bénéficiaires, elle ne se fera pas par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée-action du « dépassement » du capitalisme et de toute domination est nécessaire. Nous voulons réfléchir avec qui le souhaite, sans esprit de boutique et en dialogue avec ceux qui proposent d'autres mots (écosocialisme par exemple). Non pas en vase clos, comme si notre culture politique ne devait pas se mêler à d'autres, mais, au contraire, de manière ouverte, en favorisant les métissages sans uniformisation.

Un communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions des « gens du commun », dynamique populaire où l'appropriation du devenir commun par chacunE résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans et initiatives qui caractérisent toute révolution.

PIERRE ZARKA ET GILLES ALFONSI (FASE-ACU)

* Plus d'infos sur le séminaire Communisme : <http://www.comunistesunitaires.net> et dans *Cerises* : <http://www.cerisesenligne.fr>

QUE FAIRE DE l'État ?

citoyenS s'appropriant la définition de leurs problèmes et des solutions.

Les Partis politiques s'étant formés dans la perspective de la prise du pouvoir d'État et sur le modèle de ce dernier, la perspective du dépérissement de l'État pose une question au type d'organisation collective nécessaire.

Une autre approche considère à la fois que l'État est un instrument de domination, dont il faut combattre la naturalisation par l'idéologie dominante pour en démasquer la nature, et qu'il est dans le même temps traversé par les luttes de classes, comme la société. Ainsi, il n'est pas homogène : il est constitué (c'est une partie de sa force) de réalités multiples elles-mêmes contradictoires, et comporte des brèches émancipatrices, fruit des conquêtes ouvrières. Il n'est pas non plus monolithique : il évolue et doit sans cesse se légitimer. Enfin, l'État n'est pas tout-puissant et son pouvoir n'est pas unilatéral : il dépend de rapports de force dans la société et en son sein.

Au total, les partisans de l'émancipation s'arment en saisissant la réalité contradictoire de l'État : il n'est pas bêtement un appareil au service des dominants dont il sert pourtant les intérêts. Nous pouvons dès lors envisager ce qui doit être mis hors d'état de dominer, ce qui doit fermement décroître, ce qui doit être poursuivi à condition d'être transformé/démocratisé, et ce qui peut être institué (toujours provisoirement) car cela participe à des avancées égalitaires.

Le dépérissement de l'État ne peut s'envisager ni comme une abolition globale soudaine, ni comme un processus interne aux institutions, options ce qui renvoient à des démarches dirigés par des partis-guide. Il doit être un processus autogestionnaire, que des forces politiques et des élus d'un nouveau type doivent favoriser, et non diriger. Si on combat la séparation entre société et État en se projetant dans l'avenir, il faut se dégager des déconditionnements institutionnels : le combat doit être partout et à tous les niveaux, dans la société et au sein de l'État, de l'échelle locale à l'échelle mondiale.

PIERRE ZARKA ET GILLES ALFONSI (FASE-ACU)

Communisme ET autogestion

*L'autogestion est-elle communiste ?
Le communisme est-il le contraire ou la condition d'une autogestion généralisée ?
Où se situent les différences et de quelle nature sont-elles ?*

Avant d'aborder le fond des questions, il importe de déblayer les gravats de l'histoire et de dénoncer une falsification historique. Car tout est plus compliqué lorsque médias et historiens utilisent un même terme – communisme – pour désigner le système stalinien et post-stalinien qui n'avait rien à voir avec le communisme. Le régime né de la révolution d'Octobre 1917 était-il voué à cette dérive bureaucratique ? Quelle aurait pu être une alternative viable à cette dérive ? L'autogestion socialiste ? Sans cette démocratie radicale la dérive bureaucratique devint une pente irréversible. La faute initiale fut bel et bien la sous-estimation du contrepoids démocratique indispensable et son corollaire : le substitutisme d'une avant-garde à toute régulation démocratique par le peuple. On commence par le substitutisme et on finit par l'usurpation de tout le pouvoir par un seul.

L'alternative autogestionnaire

L'autogestion – économique et politique – c'est d'abord la prise en compte du danger substitutiste : il est partout présent, aujourd'hui encore sous la forme de la « démocratie représentative ». Celle-ci désormais, sous la pression de la finance et de la religion du tout-libéral, est totalement vidée de son contenu. Ce détournement complet de la « démocratie représentative » oblige à la redéfinir pour ce qu'elle est devenue aujourd'hui : l'organisation minutieuse de la démission citoyenne généralisée. Qu'on ne s'étonne plus des taux d'absentéisme en progression vertigineuse à toutes les élections !

L'autogestion généralisée – même si sa construction reste à inventer – sera le contraire de cette démission : l'élu devra écouter ses électeurs et non plus l'inverse ; le mandat sera impératif et

révocable ; il y aura une rotation obligatoire à tous les postes de responsabilité ; les droits des minorités seront respectés ; la place des femmes sera totalement garantie. Le consensus sera privilégié à tous les niveaux.

Cet ensemble de mesures et de garde-fous vise à renforcer la démocratie sous toutes ses formes, à commencer par les entreprises et les services. Ici l'autogestion sera à la fois interne et externe, c'est-à-dire qu'elle prendra en compte non seulement les choix des salariés, mais aussi ceux des consommateurs ou utilisateurs et de la société dans son ensemble.

Pour ce faire, les grands moyens de production et les services publics ne seront plus la propriété privée de quiconque – actionnaires et/ou multinationales – pris dans l'engrenage de la compétition et de la concentration par des impératifs de rendements financiers ; ils ne seront pas non plus nationalisés et par là soumis à une bureaucratie d'État.

Ils seront socialisés, c'est-à-dire qu'ils seront la propriété collective d'une coopérative ou d'un pouvoir local ou régional et gérés par – et au profit de – toutes les parties/catégories/couches concernées.

L'État autogéré aura joué son rôle en réduisant le périmètre de la propriété privée et celui de l'économie capitaliste, au bénéfice d'une économie sociale durable et d'intérêt général.

Nous retrouvons là les principes d'une société communiste selon Marx, augmentés et nourris de l'expérience catastrophique, criminelle et suicidaire, des États totalitaires du xx^e siècle. Ceux-ci ont tous proliféré sur le principe de « substitution d'une avant-garde auto-proclamée » à l'expression démocratique de la société toute entière.

À ce jour, le communisme n'a existé nulle part sinon comme projet et les expériences qui s'en réclamaient obligent à le redéfinir. Sa redéfinition conduit à redéfinir la démocratie même, car elle non plus n'a été réalisée nulle part comme pouvoir du peuple : ses prémisses font qu'elle se situe encore dans sa « préhistoire ». L'autogestion est son aboutissement. Elle seule peut réaliser une société socialiste.

GILBERT DALGALIAN (LES ALTERNATIFS)



Photothèque Rouge/Babar

15 juin: lançons le débat national sur notre rapprochement!

Le 15 juin prochain aura lieu une nouvelle réunion de travail du processus de rapprochement engagé par les Alternatifs, Convergence et Alternatives, la Fase, la Gauche anticapitaliste, Gauche unitaire.

Gauche Unitaire participera à cette réunion du 15 juin pour y présenter ses propositions, des militants de GU porteront leur propre point de vue.

R&S considère cette réunion comme un moment d'échanges et de rencontres.

Cette réunion sera une étape supplémentaire d'un processus engagé depuis de longs mois déjà.

Elle se veut une réunion plus large, intégrant les expériences locales de rapprochement.

Nous la voulons pluraliste : nous souhaitons que, au-delà des composantes organisées, participent les militantEs non-encartés.

Il faudrait dans cette perspective tenir des réunions locales de préparation de cette échéance.

Nous proposons d'ouvrir la journée par une discussion générale sur la situation politique, centrée sur les différents éléments d'analyse qui nous rassemblent.

Cela sera l'occasion aussi de mettre en avant les expériences de regroupement local d'ores et déjà engagées.

L'après-midi se tiendront des commissions de travail sur les différentes parties du texte en discussion avec un retour en plénière.

Ce texte de référence, travaillé à partir de contributions des différentes composantes, cherche à mettre en commun ce qui nous rassemble. Il doit permettre d'engager la vérification de nos convergences :

sur la situation et l'orientation politique que nous défendons, sur les questions programmatiques, sur quelle force politique nous nous proposons de construire ensemble.

Des militantEs des composantes de « Trait d'Union », de l'appel « Tous ensemble », des collectifs locaux communs existants dans les localités, se réuniront à l'université Paris 8 Saint-Denis, samedi 15 juin de 10 heures à 18 heures

Après le 15 juin, les documents de travail discutés seront mis à disposition de tous nos réseaux et collectifs militants pour enrichissement, amendements, éclairages et débats, en vue d'une appropriation démocratique à l'automne 2013.

Position de Gauche unitaire Donner aux discussions un cours nouveau

Les discussions politiques pour déterminer ce qui pourrait être les fondements d'une organisation commune sont une affaire sérieuse. Le congrès de Gauche Unitaire a identifié quatre points pour le débat : une compréhension partagée des enjeux de la période, construire le Front de gauche pour faire bouger les lignes dans toute la gauche, une stratégie partagée de transformation sociale, une conception d'une organisation démocratique qui soit garante d'un pluralisme de convictions. Le débat doit être soigneusement mené, par l'écrit et par la pratique. Nous le faisons avec nos partenaires de « Trait d'Union » avec la volonté d'aboutir, à terme, à jeter les bases d'une organisation commune. C'est pourquoi nous ne saurions nous satisfaire ni de la méthode de rédaction des bases de travail en vue du 15 juin, qui recherche des synthèses a priori, ni de l'inscription du processus dans un calendrier prédéfini et peu réversible. Faute d'accords solides et vérifiés pas à pas, cela pourrait même engendrer des difficultés supplémentaires, voire déboucher sur des échecs. GU propose donc une méthode plus fonctionnelle, à partir de contributions écrites sur chacun des quatre points, auxquels d'autres peuvent s'ajouter, des séminaires étant organisés pour permettre un échange approfondi sur ces textes. Les organisations décideront ensuite des étapes suivantes, de l'écriture éventuelle de documents d'étape communs, de réunions permettant d'aller plus avant dans l'échange sur les points qui seront apparus les plus importants pour l'avenir du processus. C'est pour proposer cette méthode que GU prend part aux discussions du cadre « Trait d'Union » le 15 juin.

À PROPOS de l'Écosocialisme

Dans le cadre de la rencontre du 15 juin, nous publions deux contributions concernant l'Écosocialisme, notion présente dans les textes en discussion.

Un débat à mener

Le débat sur l'Écosocialisme renvoie à notre projet d'émancipation. La première question à traiter est de savoir si au vu de son histoire, le terme « socialiste » peut encore être employé par ceux qui se battent pour l'émancipation de l'humanité. On peut de prime abord se demander quel est l'intérêt politique d'employer un mot dont il faudra à chaque fois préciser que le contenu que nous y mettons n'a rien à voir avec ce qui s'est passé en URSS ou avec le Parti socialiste.

Le socialisme s'appuie d'abord sur l'existence d'un sujet révolutionnaire, le prolétariat. Même si nous étendons ce terme à celui de salariat, cette perspective n'est aujourd'hui plus tenable. Certes, le rapport conflictuel entre le capital et le travail n'a évidemment aucunement perdu de son importance et reste le moteur de luttes sociales décisives. Cependant, il y a non seulement de multiples oppressions historiques dont l'opposition capital/travail ne peut rendre compte, mais le mouvement même du capital, en étendant sa domination au-delà de la sphère des rapports de production, en visant la marchandisation de la société toute entière, rend obsolète l'idée même de sujet révolutionnaire. C'est ce qui explique, en partie, que le mouvement altermondialiste ait eu un caractère « non classiste », le mot d'ordre « nous sommes les 99% »... et que nous parlons de révolution citoyenne et pas de révolution prolétarienne.

Au-delà, le socialisme met l'accent sur deux aspects, l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange et la planification. Or ces deux points ouvrent de nombreuses questions non résolues. Comment faire en sorte que l'appropriation collective ne soit pas simplement une étatisation ? Comment faire pour que ne se forme pas une nouvelle classe dirigeante, ce qui a été le cas dans tous les pays où un tel processus a eu lieu. De plus, les forces productives sont marquées du sceau du capital et la division du travail, à la fois technique, sociale et sexuelle, ne pourra

pas être abolie du jour au lendemain, reproduisant ainsi les divisions de classe et de sexe.

Concernant la planification, il ne suffit pas d'y ajouter le mot « démocratique » pour s'en sortir. L'opposition classique plan/marché passe à côté de l'essentiel, à savoir les catégories qui gouvernent le plan. Le plan peut très bien être le cadre dans lequel la règle actuelle du « produire toujours plus en moins de temps » continue à s'exercer, reproduisant ainsi les exigences du productivisme capitaliste. De plus, l'idée même d'un plan impératif global est discutable : aucun organisme n'est capable de prendre en compte l'ensemble des éléments entrant dans la production de toutes les entreprises ni d'anticiper le comportement de ces dernières qui peuvent se transformer en centres de production autonome (intérêts propres des directions d'entreprise et des salariés concernés) et le serait-il, que ce serait un monstre technocratique.

Le rapport à l'écologie pose aussi de nombreux problèmes. Si nous nous sommes tous d'accord pour rompre avec le productivisme, cela ne dit rien sur le contenu du rapport à la nature qu'il nous faut construire. Listons quelques questions : considère-t-on que tous les

êtres vivants sur la planète sont équi-valents et que les droits de la « Terre-mère » l'emporte sur ceux des êtres humains ? Le productivisme est-il lié au développement du capitalisme ou est-il une donnée anthropologique ? Pense-t-on que l'objectif est de retrouver une harmonie entre les êtres humains et la nature ? Estime-t-on que l'objectif est la préservation en elle-même de la planète, ou bien la préservation des équilibres écologiques nécessaires à la vie de l'humanité dans des conditions de bien-être ?

On le voit, les débats autour de l'Écosocialisme renvoient à des problèmes compliqués. Cette notion a deux inconvénients : elle nous tire vers des projets politiques qui ont échoué ; elle fait comme si le problème était simplement de mêler le rouge et le vert alors qu'il faut transformer en profondeur la perspective rouge et la perspective verte et qu'il s'agit de redéfinir un projet de transformation sociale dont l'objectif doit être que les êtres humains décident des affaires qui les concernent dans un nouveau rapport à la nature.

PIERRE KHALFA



Photothèque Rouge/JMB

Écosocialisme, une référence nécessaire

La nouvelle formation que nous appelons de nos vœux doit-elle se réclamer de l'écosocialisme? Nous n'abordons pas ici la question de savoir si le terme écosocialiste devrait ou non figurer dans son nom, ce qui suppose un débat spécifique et distinct, mais de la dénomination que notre nouvelle formation entend donner à la perspective pour laquelle elle se bat. Nous sommes au milieu d'un champ de ruines où ici et là pointent des éléments de renouveau. *«Puisqu'en effet nous sommes le fruit de générations antérieures, nous sommes aussi le fruit de leurs égarements, de leurs passions, de leurs erreurs, voire de leurs crimes : il n'est pas possible de se couper tout à fait de cette chaîne. Nous aurons beau condamner ces égarements et nous en croire affranchis, cela n'empêchera pas que nous en sommes les héritiers.»* F.Nietzche, *Considérations inactuelles*. In Oeuvres, T.1.

Aucun terme n'est sorti indemne du désastre du siècle passé; reste que ce qui plombe l'horizon, ce n'est pas avant tout un manque de vocabulaire, mais bien l'effondrement de la crédibilité à une échelle de masse de la perspective d'une transformation sociale radicale, voire de son caractère souhaitable. On peut certes renvoyer le problème aux futures expériences fondatrices qui ne manqueront pas de se produire. Cela présente un certain confort mais conduit à sous-estimer l'importance du travail à opérer aujourd'hui dans cette dure période d'adversité et de réaction: allier du neuf avec du vieux dans un patient travail d'inventaire collectif en étant constamment attentif aux bourgeonnements prometteurs, à l'écoute de l'herbe en train de pousser.

Il faut donc recommencer *«par le milieu»* pour reprendre l'expression de Gilles Deleuze recyclée par Daniel Bensaid. Pour l'instant, nous n'avons pas trouvé de meilleur terme que l'écosocialisme pour évoquer la nécessité d'avoir recours à la lutte des classes et la mobilisation sociale dans l'analyse comme dans les travaux pratiques, pour assurer une transition écologique nécessairement juste socialement et partagée démocratiquement (sauf à tomber dans des solutions totalitaires de gestion de la pénurie...), et ouvrir la perspective d'une émancipation sociale et politique. La prise en compte de l'écologie ne peut se borner à ajouter

un paragraphe de plus au programme, mais conduit à revoir de fond en comble la perspective socialiste. La question écologique n'est pas «plus importante» que les différentes facettes de la question sociale que le socialisme doit (ou devrait) intégrer politiquement (classes, genres, peuples, identités et orientations sexuelles, générations), mais de nature différente. Contrairement à celles-ci sa problématique ne fait pas intervenir seulement les relations des hommes et femmes entre eux/elles mais un élément extérieur, la nécessité incontournable de faire avec les limites écologiques. L'émancipation politique visée par la perspective socialiste doit donc sous peine de forclusion intégrer pleinement l'impératif écologique. Cette intégration conduit nécessairement à placer la question d'une démocratie radicalement élargie en son cœur, seule la démocratisation réelle des choix fondamentaux, donc y compris économiques, pouvant permettre de concilier émancipation et contrainte écologique.

En ce sens, l'intégration de la question écologique renforce les leçons tirées du désastre du stalinisme et de ses avatars: l'impérieuse nécessité de placer la démocratie au cœur de la transition au socialisme et de la construction du socialisme. L'écosocialisme recherche une synthèse entre les apports d'un marxisme vivant et ceux de l'écologie politique. Cela ne peut entraîner qu'une profonde refonte de ces deux corpus théoriques et politiques.

Écosocialisme s'inscrit dans l'émergence d'un courant politique radical et pluriel dans toute une série de pays, courant

qui ne se résume ni aux forces de la gauche internationale d'un côté ni au PG français de l'autre (voir par exemple les développements récents aux États-Unis ou encore au Québec). On ne saurait donc sous prétexte que ce parti a repris cette référence ne pas l'adopter. Le cadre ouvert par la perspective de l'écosocialisme est nécessairement pluriel. Il ne s'agit pas de définir un nouveau dogme, mais de délimiter un espace de débats et de confrontations dans le cadre d'une visée stratégique. En ce sens, le fait que le PG ait repris cette perspective est un élément bien plus positif que négatif, et constitue un marqueur de l'attraction exercée par ce terme. Que nous ayons critiqué la conception de l'écosocialisme développée par le PG ne nous empêche pas de constater que ce parti cherche à intégrer réellement la dimension écologique à une perspective de transformation sociale, fait significatif et nouveau à gauche, qui permet un déplacement positif des débats (le débat politique sur l'écologie était jusqu'ici dominé par EELV), dans lequel il nous appartient de nous insérer et de contribuer sans censure.

Reste qu'un mot ne dit pas tout ce qu'il peut contenir et qu'un seul terme ne peut résumer notre identité politique ou les références dont nous nous réclamons. Il ne s'agit donc pas de défendre ici l'écosocialisme contre le reste, d'opposer des références tout à fait compatibles, mais de plaider pour l'adoption et l'utilisation large de ce terme, même si non exclusives.

**LAURENT GARROUSTE,
LAURENCE LYONNAIS (GA)**



Photothèque Rouge/Franck Houllgatte

CHAÎNE HUMAINE DE NOTRE-DAME-DES-LANDES

Nous sommes toujours là, et nous reviendrons !

ArrivéEs de partout à pied, à vélo, en car, en covoiturage, jeunes, parents, enfants, anciens, de tous horizons sociaux et géographiques, avec ou sans drapeau, certainEs entonnent des chants ou jouant de la musique sur les sentiers, touTEs différentEs et touTEs ensemble, nous donnant la main dans la bonne humeur à l'heure de la construction de la chaîne, nous avons délivré notre message :

«*Nous sommes toujours là et nous reviendrons tant qu'il le faudra.*»

Voilà le sens de cette grande convergence du 11 mai à Notre-Dame-des-Landes, où nous étions des dizaines de milliers rassembléEs pour former le rempart humain protégeant la ZAD, nommée à juste titre «Zone à Défendre» par les «Nouveaux Habitants». Ce coin de verdure magnifique, de biodiversité, cette surface de terres nourricières, est investie désormais par les «Zadistes» qui sont à la recherche d'une vie alternative.

Les pinaillages de la préfecture sur les chiffres, et les calculs sur la longueur moyenne des bras comparée à la hauteur du corps (!), rappelant le déni des porteurs du projet sur le coût faramineux de leur aéroport, n'enlèvent rien à ce qui s'est passé le samedi 11 mai dans le bocage.

La détermination ne faiblit pas

Le rassemblement de 40 000 personnes comme nous avons pu le dénombrer, prouve que la mobilisation est toujours là, et que la détermination des opposants ne faiblit pas, au contraire.

Le retrait des forces policières le 20 avril, a permis de retrouver un peu de sérénité sur la zone, sérénité que nous avons savourée lors de cette journée conviviale. La mobilisation dépassait le cadre des organisations traditionnelles et au-delà des présences médiatiques, il faut relever la diversité des univers militants unis dans la cause de Notre-Dame-des-Landes. Côté Front de gauche, la présence des organisations de notre regroupement était visible, aux côtés du Parti de Gauche mais aussi

de fédérations du PCF du Morbihan, de la Sarthe et de la Vendée, parties prenantes de la lutte contre ce projet absurde.

La commission de «dialogue», les rapports d'experts ont mis à mal le projet, pointant le non-respect des règlements européens, notamment sur les zones humides. Les remarques appuyées de la commission sur les lacunes concernant la desserte de l'aéroport et l'improbable capacité des collectivités à la mettre en place n'ont pas troublé le syndicat mixte en charge du projet, qui a miraculeusement sorti des solutions de son chapeau, mais sans plan de financement !

La commission des pétitions du Parlement européen doit elle aussi bientôt rendre son verdict après le dépôt de pétitions par les deux camps en présence.

Mais même vacillant, le projet est toujours en embuscade, et il risque fort de se rappeler très bientôt à notre souvenir, légèrement relooké et refardé. Mais qu'espère donc le gouvernement de Jean-Marc Ayrault ? Que la lutte fonde au soleil pendant la période estivale ? Aucune chance, même si la météo nous créait une bonne surprise. Alors quoi ? Il enverrait l'armée, les chars, pour dégager le terrain ?

Rendez-vous les 3 et 4 août

La coordination des opposants prépare d'ores et déjà les journées festives des 3 et 4 août 2013 sur le site, prochaine grande étape du combat contre ce grand projet inutile, dévastateur, dévoreur de terres et de fonds publics, au seul profit du groupe Vinci.

La détermination des opposants, leur organisation remarquable, les 200 comités de soutien partout en France, la coordination européenne contre les Grands Projets inutiles et imposés, les

NOTRE DAME DES LANDES 2013
On ne lâche rien !
Ni ici, ni ailleurs !
CONCERTS
FORUMS / DEBATS
EXPOSITIONS
3-4 AOÛT
Bar
Camping
Restauration
Participation de soutien libre
Organisation : coordination des opposants
<http://notredamedestandes2013.blogspot.fr/>
Les Ardillières
Notre Dame des Landes

expérimentations de vie et de reprise des terres qui se déroulent sur place, sont les ingrédients d'une mobilisation aux retentissements importants, qui marque son temps, qui signe aussi la convergence dans le refus d'un projet socialement inutile, écologiquement destructeur et imposé par de ruineuses campagnes de communication et la force policière ; et qui finalement donne à voir les prémisses d'une alternative au capitalisme et au productivisme.

Le monde de demain ne peut être que écologiquement et socialement juste, cette lutte exemplaire nous montre le chemin.

Oui, nous reviendrons encore et encore à Notre-Dame-des-Landes, jusqu'à la victoire !

**LAURENCE ET MYLÈNE (GA),
BERTRAND VRAIN (LES ALTERNATIFS
44), LAURETTE CHESNAIS (GU 44)**

Non au Grand Marché transatlantique

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Parti de la Gauche européenne qui appelle à la **vigilance et à la mobilisation**. Le mandat de négociation de la Commission européenne doit être adopté le 14 juin par le Conseil, et les négociations pourront être lancées en marge du sommet du G8 du 17 juin. De son côté, **la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB wallonne)** a lancé une plateforme (<http://www.no-transat.be/>) dénonçant ce projet, qui a déjà recueilli plusieurs soutiens en France et en Europe

Voici peu le président Obama a fait resurgir le vieux projet d'installation d'une **zone de libre-échange transatlantique renforcée entre l'Union européenne et les États-Unis**. Des deux côtés de l'Atlantique, on affirme qu'un accord devrait être conclu dans deux ans.

Ce projet, négocié dans une totale opacité et au mépris des règles démocratiques, avec la totale complicité des instances européennes vise, notamment, à poursuivre le démantèlement du secteur public, des protections sociales, à fragiliser l'emploi et les normes environnementales. Pour le dire clairement, **il s'agit de soumettre l'ensemble des conquêtes que les peuples européens ont forgées au**

cours de décennies de luttes, aux visées mercantilistes des États-Unis et de la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, FMI). C'est ce qui a été démontré, sur le continent américain, par la mise en œuvre du traité Alena (Association du libre-échange nord-américain) qui voit un pays comme le Mexique, naguère grand producteur de maïs et berceau de cette céréale, devoir maintenant en importer dans une version génétiquement modifiée. En Europe, l'exemple chypriote illustre de façon dramatiquement éloquent l'inhumanité des amères recettes ultralibérales.

Comme si tout ceci n'était suffisamment grave, différents documents préparatoires montrent qu'**en plus d'organiser le marché de libre-**

échange le plus vaste de l'histoire de l'humanité, ce projet a également des objectifs militaires. On y lit que ce marché sans frontières doit être «sécurisé». Nous savons ce que la «sécurisation» veut dire en langage politique étatsunien. Pas étonnant donc que le Président Obama, par ailleurs, prix Nobel de la paix, l'ait mentionné comme une des grandes priorités de son mandat. Quant à Hilary Clinton, alors secrétaire d'État, elle parle de ce projet comme d'une «Otan économique».

Comme bien des mouvements politiques, syndicaux et associatifs, nous disons «non» à ces ambitions impérialistes.

LE BUREAU EXECUTIF DU PARTI DE LA GAUCHE EUROPEENNE



www.gauche-anticapitaliste.org



<http://lafederation.org>

AVEC LES

communistes unitaires

www.comunistesunitaires.net



www.republiqueetsocialisme.fr

convergences
et alternative

COURANT UNITAIRE ANTICAPITALISTE

<http://convergenceSetAlternative.blogspot.fr>



www.alternatifs.org



gauche-unitaire.fr